L.381/1

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances le 19 mai 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent relatif aux taxes assimilées au timbre, a donné en sa séance du 7 juin 1949 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19 Mei 1949 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent betreffende de met het zegel gelijkgestelde taxes, heeft ter zitting van 7 Juni 1949 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose de viser au préambule l'arrêté royal du 29 septembre 1938 portant nouvelle publication des Code et Règlement général sur les taxes assimilées au timbre. Il importe en effet lorsqu'une législation et une réglementation ont été coordonnées à plusieurs reprises et publiées à nouveau, que les intéressés sachent où trouver les textes les plus récents.

Quant aux modifications successives que cette législation et cette réglementation ont subies dans la suite, elles sont indiquées pour chaque article que le projet modifie.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat estime plus conforme à une bonne technique législative de classer les modifications en suivant l'ordre des articles du Code et l'ordre des articles du Règlement et de reporter à la fin les dispositions transitoires.

Il convient, en effet, que les textes soient présentés de telle façon que la consultation et éventuellement la référence soient aussi aisées que possible.

Enfin il est à remarquer que l'article 18 du Code, indépendamment des modifications antérieures à la publication de 1938, a été modifié à plusieurs reprises.

Le Conseil d'Etat propose, pour cette raison, de reprendre l'article en son entier comme l'a fait d'ailleurs le projet à l'article 31^{14} du Règlement, bien que cet article n'ait pas subi jusqu'à présent d'importantes modifications.

\+

* +

Le Conseil propose en outre quelques modifications de forme contenues dans le texte ci-après :

./.

ARRETE DU REGENT MODIFIANT LE CODE ET LE REGLEMENT GENERAL SUR LES TAXES ASSIMILEES AU TIMBRE.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté royal du 29 septembre 1938 portant nouvelle publication des Code et Règlement général sur les taxes assimilées au timbre, notamment les articles 11^{2}, 12, 18, 21, 32, 59^{5}, 84 et 93 du Code et les articles 27^{3}, 30, 31^{1}, 31^{4}, 31^{14}, 34^{3}, 43, 44, 124^{2} et 179 du Règlement général;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les modifications ci-après sont apportées au Code des taxes assimilées au timbre :

1° l'article 12, alinéa 2, modifié par l'article 9 de l'arrêté royal n° 63, du 28 novembre 1939 est abrogé;

2° l'article 18, modifié par les articles 3 de l'arrêté royal du 2 janvier 1940, 2 de l'arrêté du Régent du 8 mai 1947 et 3 de la loi du 12 août 1947, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 18.- Il est perçu une taxe forfaitaire unique de 4,50 p.c. pour la transmission des charbons de terre, des agglomérés de charbon, du lignite, des agglomérés de lignite et des cokes.

./.

La taxe est acquittée à l'occasion de la vente par le producteur, lorsqu'il s'agit de produits indigènes, et à l'occasion de la déclaration en consommation, lorsqu'il s'agit de produits importés. Elle couvre toutes les transmissions ultérieures jusqu'à l'arrivée de la marchandise en mains de celui qui la consomme ou la soumet à une main d'oeuvre industrielle. Elle s'applique même à la transmission directe du producteur au particulier consommateur, à moins que la livraison n'ait lieu en exécution d'un contrat de louage de services, sans paiement d'un prix en argent.

La taxe perçue sur les charbons et le lignite par application de l'alinéa 1er du présent article couvre la transmission des cokes fabriqués en Belgique avec ces charbons et ce lignite."

Article 2.-

Les modifications ci-après sont apportées au Règlement général sur les taxes assimilées au timbre :

1° l'article 27^{3}, 1°, inséré par l'article 1er de l'arrêté du Régent du 10 septembre 1947, est remplacé par le texte suivant :

" 1° en ce qui concerne les opérations conclues en dehors des bourses organisées conformément à l'arrêté royal n° 72 du 30 novembre 1939 :

a) huiles fixes, liquides ou concrètes, d'origine végétale, brutes, épurées ou raffinées, même oxydées, soufflées ou cuites, mais à l'exclusion du beurre de cacao et des huiles d'olive, d'arachide et de maïs;

b) huiles acides (acid-oils) et acides gras provenant du raffinage des huiles fixes, liquides ou concrètes, d'origine végétale;

./.

c) graisses et huiles de poisson et d'animaux marins, raffinées ou non, même oxydées, soufflées ou cuites; huiles acides et acides gras provenant du raffinage de ces graisses et huiles."

2° l'article 30, 1° est remplacé par le texte suivant :

" 1° chaux, y compris la chaux magnésienne, mais à l'exclusion de la chaux indigène vendue directement, sans aucun intermédiaire, par le producteur soit aux usines métallurgiques pour la fabrication de l'acier, soit aux usines de produits chimiques pour la fabrication de carbure de calcium."

3° dans l'article 30, 4° les mots "ouvelages et autres pièces pour construction" sont remplacés par les mots "cuvelages, hourdis et autres pièces, même assemblées, pour construction."

4° l'article 30 est complété par un 10° libellé comme suit :

" 10° pièces pour construction non visées sous 3°, 5°, 8° et 9°, en terre cuite commune (hourdis et couvre-fers, constitués ou non par un assemblage de briques; treillis recouverts de terre cuite; ornements architechtoniques, et autres pièces analogues)".

5° dans l'article 31^{1}, alinéa 1er, les mots "alcaloïdes naturels et leurs sels" sont remplacés par les mots : "alcaloïdes et leurs dérivés, ainsi que leurs sels".

6° dans l'article 31^{4}, le § 1er, 1°, c) et le § 5, modifié par l'arrêté du Régent du 8 mars 1947, sont abrogés.

7° l'article 31^{14} est remplacé par la disposition suivante :

" Article 31^{14}.- § Ier

Il est perçu une taxe .....

Le texte du projet du gouvernement, pages 3, 4, 5 et 6 jusqu'aux mots "..... par elle dans cette fabrication.", sous les réserves suivantes :

./.

Suppression des guillemets figurant devant chaque alinéa.

Au § 2, in fine, suppression des mots "ci-après".

8° Il est inséré un article 31^{16}, libellé comme suit :

" Article 31^{16}.- § Ier.

Il est perçu une taxe .....

Le texte du projet du gouvernement, pages 6, 7 et 8, jusqu'aux mots "..... produit, sur le prix de celui-ci.", sous les réserves suivantes :

Suppression des guillemets figurant devant chaque alinéa.

Au § 5, remplacement des mots "ainsi qu'il est dit" par "conformément".

9° dans l'article 34^{3}, modifié par les articles 18 de l'arrêté du Régent du 23 juin 1947 et 3 de l'arrêté du Régent du 18 janvier 1949, la mention de l'article 31^{15} est remplacée par celle de l'article 31^{16}.

10° dans l'article 43, alinéa 1er, les mots "frais, salés ou fumés, non compris les conserves en boîtes" et les mots "établie par l'article 12 des lois coordonnées" sont remplacés respectivement par les mots "frais, salés, séchés ou fumés (non compris ceux qui sont préparés ou conservés)" et par les mots "forfaitaire établie par l'article 31^{16} du présent arrêté".

11° dans l'article 44, les mots "frais, salés ou fumés" sont remplacés par les mots "frais, salés, séchés ou fumés".

12° dans l'article 124^{2}, tel que le texte en a été établi par l'article 24 de l'arrêté royal du 29 novembre 1939, le mot "Liège" est inséré après le mot "Gand" et le mot "Luik" après le mot "Leuven".

./.

13° dans l'article 179, tableau B, I, les 1° et 2° sont rétablis avec la rédaction suivante :

" 1° homards, langoustes..... texte du projet du gouvernement, page 9 ..... jusqu'aux mots ".....quant au montant des droits d'entrée".

Article 3.-

A partir de la date d'entrée en vigueur ..... texte du projet du gouvernement, pages 10, 11 et 12, jusqu'aux mots ..... ont été régulièrement inscrites., sous réserve de la modification suivante :

au 3°, alinéas 1 et 2, lire "sous pli recommandé à la poste".

Article 4.-

Le présent arrêté entre en vigueur le.....

Article 5.-

Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :
Le Ministre des Finances,

De Raad van State stelt voor in de inleiding melding te maken van het koninklijk besluit van 29 September 1938 houdende nieuwe bekendmaking van het Wetboek en van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taxes. Wanneer een wetgeving en een reglementering herhaalde malen werden samengeordend en opnieuw bekendgemaakt, dienen de belanghebbenden te weten waar zij de meest recente teksten kunnen vinden.

Voor ieder artikel dat door het ontwerp wordt gewijzigd zijn de achtereenvolgende wijzigingen opgegeven, welke deze wetgeving en deze reglementering later hebben ondergaan.

*
* *

Naar het oordeel van de Raad van State strookt het meer met een goede wetgevingstechniek de wijzigingen te rangschikken volgens de orde der artikelen van het Wetboek en de orde der artikelen van de Verordening en de overgangsbepalingen achteraan te doen komen.

Het past, inderdaad, de teksten zo te schikken dat inzage er van en gebruikelijke verwijzing er naar met het meeste gemak kan geschieden.

Tenslotte dient nog opgemerkt te worden dat artikel 18 van het Wetboek, benevens de wijzigingen vóór de bekendmaking van 1938, nog herhaalde malen werd gewijzigd.

De Raad van State stelt om deze reden voor, het artikel in zijn geheel over te nemen, zoals in het ontwerp trouwens is gedaan onder artikel 31^{14} van de verordening, hoewel in dit artikel totnogtoe geen belangrijke wijzigingen werden aangebracht.

*
* *

De Raad stelt bovendien nog enkele vormwijzigingen voor, die in de hiernavolgende tekst zijn opgenomen:

BESLUIT VAN DE REGENT TOT WIJZIGING VAN HET WETBOEK EN VAN DE ALGEMENE VERORDENING OP DE MET HET ZEGEL GELIJKGESTELDE TAXES.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op het koninklijk besluit van 29 September 1938 houdende nieuwe bekendmaking van het Wetboek en van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taxes, namelijk op de artikelen 11^{2}; 12, 18, 21, 32, 59^{5}, 84 en 93 van het Wetboek en op de artikelen 27^{3}, 30, 31^{1}, 31^{4}, 31^{14}, 34^{3}, 43, 44, 124^{2} en 179 van de Algemene Verordening ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De volgende wijzigingen worden aangebracht in het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes:

1° artikel 12, alinea 2, zoals het is gewijzigd bij artikel 9 van het koninklijk besluit nr 63 van 28 November 1939, wordt opgeheven ;

2° artikel 18, zoals het is gewijzigd bij de artikelen 3 van het koninklijk besluit van 2 Januari 1940, 2 van het besluit van de Regent van 8 Maart 1947 en 3 van de wet van 12 Augustus 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 18.- Er wordt een enige forfaitaire taxe van 4,50 t.h geheven voor de overdracht van steenkolen, steenkoolbriketten, bruinkool, bruinkoolbriketten en cokes."

.../...

" De taxe wordt gekweten bij de verkoop door de voortbrenger, indien het inlandse producten geldt en bij de aangifte ten verbruik, indien het ingevoerde producten betreft. Zij dekt al de latere overdrachten tot op het ogenblik dat de koopwaar in handen komt van degene die zij verbruikt of ze aan industriële bewerking onderwerpt. Zij wordt zelfs toegepast op de rechtstreekse overdracht van de voortbrenger op de particulier-verbruiker, tenzij de levering geschiedt ter uitvoering van een contract van dienstverhuring, zonder betaling van een geldsom.

De taxe, welke bij toepassing van de 1e alinea van dit artikel, op steenkolen en op bruinkool wordt geheven, dekt de overdracht der door middel van die steenkolen en die bruinkool in België voortgebrachte cokes."

Artikel 2.-

De volgende wijzigingen worden aangebracht in de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taxes.

1° artikel 273, 1°, ingevoegd door artikel 1 van het besluit van de Regent van 10 September 1947, wordt door de volgende tekst vervangen :

" 1° wat betreft de verrichtingen gesloten buiten de beurzen ingericht overeenkomstig het koninklijk besluit nr 72 van 30 November 1939 :

a) plantaardige vette oliën, vloeibaar of vast, ruw gezuiverd of geraffineerd, zelfs geoxydeerd of gekookt, doch met uitsluiting van cacaoboter en van olijf-, aardnoten- en maïsolie ;

b) acid-oils en vetzuren die worden bekomen door het raffineren van plantaardige vette oliën vloeibaar of vast ;

c) vetten en oliën van vis en van zeedieren al dan niet geraffineerd, zelfs geoxydeerd of gekookt; acid-oils en vetzuren die worden bekomen door het raffineren van deze vetten en oliën."

.../...

2° artikel 30, 1°, wordt door de volgende tekst vervangen:

"1° kalk, met inbegrip van magnesiumkalk doch met uitsluiting van inlandse kalk, die door de voortbrenger rechtstreeks, zonder enige tussenpersoon, wordt verkocht, hetzij aan de metaalfabrieken voor het fabriceren van staal, hetzij aan de fabrieken van chemische producten voor het fabriceren van calciumcarbid."

3° in artikel 30, 4° worden de woorden "putbekledingen en andere stukken voor bouwwerken" vervangen door de woorden "putbekledingen, vloerplaten (hourdis) en andere, zelfs samengevoegde stukken, voor bouwwerken."

4° artikel 30 wordt aangevuld met een 10°, luidend als volgt:

"10° onder 3°, 5°, 8° en 9° niet bedoelde stukken voor bouwwerken, in gewone gebakken aarde (vloerplaten en ijzerbekleding, al dan niet samengesteld uit samengemetselde bakstenen; met gebakken aarde bedekt traliewerk; bouwkundige ornamenten, en andere soortgelijke stukken)."

5° in artikel 31^{1}, alinea 1, worden de woorden "natuurlijke alcaloïden en hun zouten" vervangen door de woorden "alkaloïden en hun derivaten, alsmede hun zouten."

6° in artikel 31^{4}, worden § 1, 1°, c) en § 5, gewijzigd bij besluit van de Regent van 8 Maart 1947 opgeheven.

.../...

7° Artikel 31^{14} wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 31^{14}.- § 1.

Er wordt een enige forfaitaire taxe .....
Hier volgt de tekst van het ontwerp der regering, bladzijden 3, 4, 5 en 6 tot "..... in deze fabricage gebruikt hout", met voorbehoud van hetgeen volgt :
Weglating van de aanhalingstekens die voor elk lid staan.
In fine van § 2, valt het woord "hieronder" weg.

8° Er wordt een artikel 31^{16} ingevoegd, dat luidt als volgt :

" Artikel 31^{16}.- § 1.

Er wordt een enige forfaitaire taxe .....
Hier volgt de tekst van het ontwerp der regering, bladzijden 6, 7 en 8, tot de woorden "..... product, op de prijs van dit laatste.", met voorbehoud van hetgeen volgt :
Weglating van de aanhalingstekens, die voor elk lid staan.
In § 5 worden de woorden "zoals gezegd onder" vervangen door "overeenkomstig".

9° in artikel 34^{3}, zoals het is gewijzigd bij de artikelen 18 van het besluit van de Regent van 23 Juni 1947 en 3 van het besluit van de Regent van 18 Januari 1949, wordt de melding van artikel 31^{15} vervangen door die van artikel 31^{16}.

10° in artikel 43, alinea 1, worden de woorden "de bij artikel 12 der samengeordende wetten ingestelde overdrachtstaxe" en de woorden "verse, gezouten of gerookte,..., de conserven in dozen niet inbegrepen", onderscheidenlijk vervangen door de woorden "de bij artikel 31^{16} van dit besluit bepaalde forfaitaire taxe" en door de woorden "verse, gezouten, gedroogde of gerookte...(de voorbereide of verduurzaamde niet inbegrepen)".

.../...

11° in artikel 44 worden de woorden "verse, gezouten of gerookte ..." vervangen door de woorden "verse, gezouten, gedroogde of gerookte ...".

12° in artikel 124[2], zoals de tekst er van werd gesteld in artikel 24 van het koninklijk besluit van 29 November 1939, wordt het woord "Luik" ingevoegd na het woord "Leuven" en het woord "Liège" na het woord "Gand".

13° in artikel 179, Tabel B, I, worden de 1° en 2° hersteld, in de volgende redactie :

" 1° zeekreeften, langoesten ..... dan de tekst van het ontwerp der regering, bladzijde 9 ..... tot ".....bedrag der invoerrechten genieten".

Artikel 3.-

Met ingang van de datum ..... dan de tekst van het ontwerp der regering, bladzijden 10, 11 en 12 tot ..... regelmatig ingeschreven werden, met voorbehoud van de volgende wijziging :

in het 3°, lid 1 en 2 leze men "bij een ter post aangetekende brief".

Artikel 4.-

Dit besluit treedt ..... in werking.

Artikel 5.-

De Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Financiën,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voozitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAISEN, raadsheren van State

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation
J. VAN HOUTTE, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,